

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 83 - VENDREDI 15 OCTOBRE 2010

## LE MERLE MOQUEUR

Qui a dit que l'affaire Woerth-Bettencourt venait de partir à la retraite au bout de six mois, sans décote ?

## AGENDA MILITANT

- **16 octobre**  
France [Manifestations contre la Loi Besson](#)
- **19 septembre**  
Malakoff [Un avenir de paix pour le Proche-Orient](#)
- **29 octobre**  
IdF [Vérité et justice pour Mehdi Ben Barka](#)
- **29 octobre**  
Rennes [Tout Rennes cultive la paix](#)

## À LIRE SUR [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

- **AG des Communistes unitaires**  
[Contributions / suite](#)
- **Appel à référendum**  
- [Exigences populaires](#)  
- [Référendum, un débat / suite](#)
- **Ce que nous entendons par communisme**  
Fr. Sitel, [Le communisme comme question réelle](#)
- **Lecture chorégraphiée**  
[Mono-Logues de Gaza](#)
- **Séminaires**  
18 oct. [Le féminisme est-il soluble dans l'institution ?](#)  
3 nov. [Du Public au Commun](#)

## Face au déni démocratique, la souveraineté populaire

Deux à trois millions de manifestants régulièrement... Une large majorité de l'opinion du côté des grévistes... Un discrédit massif de l'exécutif... Et pourtant le gouvernement veut passer en force.

La messe est loin d'être dite. Le mouvement social ne faiblit ni en combativité ni en unité. La jeunesse, jusqu'alors peu mobilisée, entre en ébullition. À ce jour, la mobilisation ne se dément pas. De ce fait, la précipitation législative du gouvernement est à double tranchant. Elle veut nourrir le sentiment populaire de l'inéluctable et de la résignation ; dès l'instant où elle n'y parvient pas, le pouvoir en place se délégitime.

La riposte sociale maintiendra le cap, en gérant la tension, incontournable, de la radicalité nécessaire et du rassemblement le plus large. En même temps, la cécité scandaleuse de la droite avive la dimension politique et institutionnelle du conflit. D'un côté, la légitimité de la rue et de l'opinion ; de l'autre, la légalité dangereuse d'un système hyper-présidentialisé. Quand la légitimité et la légalité se dissocient, la voie est ouverte à la crise politique. Mais quand la brutalité des gouvernants aboutit à ce que la loi n'a plus de légitimité, que faut-il faire ?

Bien sûr, accentuer la pression de cette légitimité « vraie » qui procède du mouvement salarial. Le monde du travail amplifiera encore sa voix, par la grève et par la manifestation de masse. Reste à construire le chaînon manquant entre la colère sociale et le système institutionnel. Corsetée par le système électoral, la représentation ne permet pas d'exprimer la force de la demande sociale dans les enceintes parlementaires. Au déni démocratique, il faut donc opposer un principe simple : celui de la souveraineté populaire. Si le pouvoir est sûr de son bon droit, pourquoi ne consulte-t-il pas le peuple souverain sur la question fondamentale en débat : l'âge d'accès à la retraite à taux plein ?

La demande de référendum n'est pas la panacée. Elle ne se substitue ni à la définition citoyenne d'une perspective politique globale, ni à la responsabilité du mouvement social. Elle n'est rien d'autre que l'affirmation tranquille d'une idée : lorsqu'une question relève ouvertement du choix de société, il n'y a pas de moyen plus juste et plus efficace que de consulter la société elle-même pour en trancher les dilemmes.

Déni démocratique ou expression citoyenne : il faut choisir dans l'immédiat. Plus tard viendra le temps des réflexions sur le système politique lui-même et sur la structuration actuelle du dispositif partisan. Plus tard... Aujourd'hui l'urgence est celle de l'action. Sociale et politique entremêlées.

● ROGER MARTELLI

# LA MUE DES ÉCOLOS

**Le processus est engagé : les Verts et le mouvement Europe Ecologie vont se fondre pour créer une nouvelle entité politique « Europe Ecologie ». Pour le moment les militants sont consultés et les assises fondatrices auront lieu mi novembre. « Le Manifeste pour un nouveau cours écologique et social » constitue le socle de cette fusion. Quelle sera la forme du nouveau mouvement ? Quel est sa base idéologique ? Quel positionnement stratégique d'EE ? Décrypté par Catherine Tricot**

## L'INVENTION D'UNE NOUVELLE FORME POLITIQUE

L'énergie dépensée par Daniel Cohn-Bendit au lendemain des élections régionales qui a vu l'ancrage d'EE dans le paysage n'aura pas été vaine. Ce ne sera pas exactement la Coopérative qu'il avait suggérée. Mais l'intention demeure. EE sera constituée de deux cercles. Le premier, plutôt classique fonctionnera comme un parti avec ses adhérents, ses directions, ses sensibilités représentées. Le second cercle rassemblera la mouvance écologique, les maisons de l'écologie voulue par Cécile Duflot, les associations parties prenantes, les individualités qui n'auraient pas voulu rejoindre le parti. Ce second cercle est organiquement lié au premier. Il est partie prenante de la construction des programmes et de la désignation du candidat à l'élection présidentielle. Le sera-t-il pour les élections locales ? Ce n'est pas tranché. C'est le vœu de Daniel Cohn-Bendit, José Bové, Jacques Perreux et Stéphane Gaignon. L'enjeu de ces débats, de cette construc-

tion est l'émergence d'une forme politique qui dépasse les limites atteintes par la forme parti inventée au temps de la société de masse. L'objectif est de trouver des voies d'associations à la décision politique d'un plus grand nombre d'individus sans chercher la forme « parti de masse » unificatrice et centralisée.

**L'enjeu de cette construction est l'émergence d'une forme politique qui dépasse les limites atteintes par la forme parti, inventée au temps de la société de masse**

Dans cette élaboration éminemment stratégique, les écolos ont une longueur d'avance. Les Verts eux-mêmes ont une histoire singulière, celle d'une naissance

issue d'associations de luttes diversifiées, (environnementaliste, anti militariste, féministe) et de mouvements alternatifs (PSU, mao...) . Ils ont conservé les marques de leur singulière origine<sup>(1)</sup>. Mi asso- mi parti, les Verts n'ont jamais été très « structurés » et ils ont toujours conservé un pied dans certains secteurs du mouvement social. Un pied d'égalité et non d'extériorité. Hybride par ses origines, le mouvement écolo devrait donc le rester... Et même instituer cette hybridité !

Cette désacralisation du Parti leur a sans doute permis de se tourner avec audace et sans complexe vers des militants de toutes origines lors de la constitution des listes. La recherche fut fructueuse. Et EE a rassemblé sous ses listes des militants loin d'être des écologistes de la première heure. Chacun apportant dans EE son histoire, son expérience, son expertise. Attention les yeux...

(1) Fondé en 1984, les Verts est la seule véritable création partisane du second XX<sup>e</sup> siècle. ●

# LES FONDAMENTAUX D'EUROPE ÉCOLOGIE

Un texte « Le Manifeste pour un nouveau cours écologique et social » rassemble les idées qui fondent la création d'EE. Il n'est pas encore un programme. Celui-ci est à construire. Mais il donne des indications sur l'orientation générale du mouvement.

Sa marque n'est pas l'originalité des idées avancées. Elles sont pour la plupart d'ores et déjà connues et partagées par la mouvance. Mais le texte est une bonne synthèse, un miroir des forces et faiblesses.

## LES FORCES DU TEXTE

- La première force à la fois du texte et des écolos est de proposer une vision intégrée des problèmes auxquels se confrontent les individus, la société et le monde. « *Tel qu'il s'applique, le système de création et de redistribution des richesses ne fonctionne plus. Retournement inédit qui, d'un même mouvement, précipite prédatons du vivant et déchirures sociales, déséquilibres et discriminations, pollutions et récessions* ».

- La seconde serait une modernité, une précision dans la caractérisation des questions contemporaines. « *Les modes de production et les standards de vie, indexés sur l'imaginaire de la démesure et la boulimie des privilégiés, soumis à la surenchère de la marchandisation et de l'endettement massif, entraînent une consommation de ressources excédant leurs capacités de renouvellement. Elles provoquent un déséquilibre majeur des fondamentaux de la vie et de la culture.* ».

La question de l'équilibre des territoires et celle de la qualité du travail trouvent bonne place dans l'énoncé des objectifs sociaux à atteindre.

Richesse des énoncés qui reformulent de façon intéressante le champ des sans droit : « *la plèbe des sans terre, des sans toit, des sans eau, des sans travail, des sans revenu, des sans avenir* » et qui parle de façon profonde de l'individu : « *C'est aussi un choix de vie pour libérer l'être humain de ce qui le tire vers le bas et le désenchanté, aliène son libre arbitre et le renvoie sans cesse à sa condition de consommateur et de travailleur contraint* »

Modernité et courage des questions aussi : « *Comment s'émanciper d'un système dont les aliénations sont plébiscitées ?* »

- Enfin, on retrouve une écoute attentive des formes actuelles de l'engagement. Cela nourrit leur réflexion sur la forme politique (cf. article précédent) mais aussi leur projet politique : « *Une multitude d'initiatives entame le modèle dominant et ouvre des voies nouvelles. C'est l'autre visage de la mondialisation et il concerne tous les peuples, toutes les cultures. De nombreux acteurs et actrices de la société et des communautés locales cherchent et trouvent des issues. Ils interviennent dans toutes les couches de la société. Ce sont souvent ceux et celles que la crise fragilise en premier. Ils résistent, s'organisent, innover, multiplient les initiatives. Chacun et chacune à leur façon, dans leur discipline, leur quartier ou leur village, ils esquissent les contours d'une alternative globale porteuse d'avenir.* »

- Une critique claire du capitalisme. Le Manifeste est tout à fait explicite : le capitalisme vert est une foutaise : « *le capitalisme n'est plus capable d'opposer cette dynamique qui promettait aux peuples l'abondance universelle. Au contraire, il renforce chaque jour une logique construite sur l'endettement,*

*la précarité de l'emploi et l'augmentation de l'empreinte écologique. Les promesses d'un capitalisme enfin raisonnable qui remettrait la finance à sa place et penserait le long terme apparaissent de plus en plus illusoires* »

## LES FAIBLESSES DU TEXTE

Les faiblesses du texte sont de deux ordres :

**1-** La première est interne à la logique énoncée : Le Manifeste diagnostique bien les crises mais ne propose pas une analyse des dynamiques qui nous ont conduits à cette situation. « *Le capitalisme (...) renforce chaque jour une logique construite sur l'endettement, la précarité de l'emploi et l'augmentation de l'empreinte écologique. Les promesses d'un capitalisme enfin raisonnable qui remettrait la finance à sa place et penserait le long terme apparaissent de plus en plus illusoires.* » Sans cette analyse on ne voit pas quel serait le ressort en dehors de la bonne volonté (il en faut), de l'esprit de survie et de résistance (indispensable). Le capitalisme est bien dénoncé comme la cause des catastrophes mais comment il fonctionne, pas seulement en général mais dans le détail des multiples décisions qui font un système, une logique, une société. On parle ainsi « *des diktats irrationnels du productivisme* ». Irrationnel ? Insuffisant.

Sans doute du fait même de cette faiblesse d'analyse sur les mécanismes internes au capitalisme, on retrouve une forte dénonciation dans le discours de la corruption, de la criminalisation, du nécessaire retour à l'égalité de tous devant la loi, à son application... Le choix d'Eva Joly apparaît dans ce cadre comme très cohérent... Et peu subversif, alternatif. On notera par ailleurs que la candidate Verte au Brésil a cartonné précisément sur cette base. ●●●

●●● 2- La seconde critique est externe : elle discute le fond de l'approche et mériterait des débats poussés. Les écologistes font de la critique du productivisme et de la surconsommation les causes du dérèglement. La question de l'égalité – ou celle des inégalités et de leur faramineuse poussée -

n'est pas au cœur de la pensée, du diagnostic ni de la solution. Pourtant, de la crise des subprimes aux tensions urbaines, de la panne démocratique, aux frustrations des individus, on peut poser que c'est cette poussée des inégalités, cette nouvelle émergence d'oligarchies, cet amas démesuré de

richesses concentrées qui sont les causes et la conséquence des dysfonctionnements actuels.

Ceci pourrait être le parti pris communiste. Encore faut-il le porter à la modernité et au niveau d'intégration auxquels Europe Ecologie parvient à partir de son entrée. C'est devant nous. ●

## LE POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE

Dans « *Le Manifeste* » le rapport à la gauche et à la droite est reformulé dans une volonté affirmée de rompre avec toute filiation et ou ancrage dans la gauche. La pertinence même du clivage Gauche/Droite est contestée : « *Les deux grands courants idéologiques engendrés par la révolution industrielle, accompagnant l'un l'essor du capitalisme et l'autre l'espérance socialiste, sont désormais à bout de souffle. Malgré leurs différences, fondées sur un enracinement social historiquement opposé et des valeurs souvent contradictoires, ils se montrent pareillement désorientés sur l'essentiel, saisis d'impuissance face à l'effondrement du credo productiviste qu'ils partagent.* » Le choix de l'autonomie politique est ainsi fondé, « *théoriquement* ». « *L'écologie politique n'a pas vocation à devenir la branche supplémentaire d'un arbre déjà constitué, aussi vénérable fut-il, elle est à elle seule cet arbre, autonome, alternatif, un arbre qui entend faire forêt.* », affirme Le Manifeste.

Il ne s'agit pas pour autant de revenir au « *ni gauche ni droite* » du début des années 90. Mais de s'affirmer autre et de ne pas considérer les frontières de la gauche comme un repère. En clair, le Modem n'est pas une limite. Corinne Lepage a dit son soutien à la démarche portée par Cohn-Bendit et de nombreux élus Cap 21 sont aujourd'hui élus Europe Ecologie.

Dans le même temps, l'alliance avec le PS ne semble pas faire débat. Certes Cécile Duflot exprime son malaise face à une possible candidature Strauss-Kahn et Eva Joly se plaît à rappeler qu'elle le connaît bien... puisqu'elle l'a inculpé. Mais l'alliance semble acquise. Avant même que les contenus soient connus.

La participation discrète au mouvement sur les retraites traduit cette même ambiguïté de positionnement. On voit Cécile Duflot dans les meetings. Pas Eva Joly qui vient de prendre position (le Monde du 22 septembre) pour un allongement

d'un an des cotisations.

Les écolos de gauche espèrent bien peser sur la suite. Mais il faut bien reconnaître que la mélodie des symboles et des actes tire du côté de l'option démocrate et pas de l'alternative assumée. A Europe Ecologie, on ne cache pas draguer plutôt l'électeur du Modem que celui du Front de gauche. Dans une période de repères idéologiques incertains, le mouvement surfe sur l'ambiguïté, au lieu de travailler à une reconstruction du parti pris critique.

La distance franche avec la tradition du mouvement ouvrier n'est pas neutre. Que l'appartenance à la gauche vole en éclat tout comme la lutte contre la logique néolibérale ne l'est pas non plus. ●



Pour recevoir *Cerises* chaque semaine, merci d'envoyer un message à : [contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com) en indiquant vos noms, prénoms, ville, département et l'adresse électronique à laquelle vous souhaitez recevoir *Cerises*



**Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza**, Frédéric Lordon, La Fabrique, 2010, 210 pages, 12 euros.

On connaît davantage Frédéric Lordon pour ses prises de position sur la crise du capitalisme, pour sa bataille en faveur de la suppression de la bourse ou son idée de « SLAM » visant à fixer un revenu actionnarial maximal. On le connaît moins pour ses travaux théoriques. Or Lordon publie aux éditions La Fabrique un court essai, ardu et complexe, au titre alléchant : *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza*. Adeptes de l'interdisciplinarité, fidèle en cela au courant hétérodoxe de la Régulation, l'intellectuel allie économie, philosophie, sociologie. Il s'est lancé dans un travail au long cours : construire une économie politique spinoziste.

Son objet principal, c'est le régime de mobilisation des salariés. Il s'intéresse aux affects du rapport salarial. La première raison historique des salariés d'aller au travail, c'est de gagner leur vie. Ensuite, avec le fordisme, c'est la promesse de la consommation. Dans ces deux cas, il n'y a pas de plaisir direct à travailler. D'où l'idée néolibérale de l'épanouissement au travail, d'une réalisation de soi dans l'entreprise pour mobiliser les salariés. Le salarié doit épouser le projet patronal : son désir est ainsi orienté vers l'intérêt de l'entrepreneur. Cela produit ce que Lordon appelle des affects joyeux intrinsèques. Ce qui est capté, c'est de la puissance d'agir.

L'économiste entend enrichir le structuralisme marxien des rapports par une anthropologie spinoziste des passions, c'est-à-dire retrouver ce qui fait se mouvoir les individus, à savoir le conatus que l'on peut assimiler à la puissance, à l'énergie vitale dirigée par des affects. Mais sans perdre l'idée que l'action des individus est toujours plongée dans un environnement de structures et de rapports sociaux. La démonstration, si elle peine à déboucher sur des solutions décapantes, est particulièrement stimulante. Elle chute sur l'alternative « communisme ou totalitarisme ». Pour lui, ce sera donc le communisme. On ne connaissait pas non plus Frédéric Lordon pour ce parti pris.

● CLÉMENTINE AUTAIN

**Colloque antisécuritaire.** Un colloque intitulé « Lois anti-terroristes, 25 ans d'exception - Tarnac, un révélateur du nouvel ordre sécuritaire » se tiendra le lundi 18 octobre à l'Assemblée nationale (salle 6217) de 9 h 30 à 18h. De 10 h à 11 h 30, une 1<sup>ère</sup> table ronde traitera du contexte des lois antiterroristes (modérateur : André Vallini, député ; avec William Bourdon, avocat ; Hélène Flautre, députée européenne, membre de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures au Parlement européen ; Jean-Claude Paye, sociologue et Serge Portelli, magistrat). De 14 h 30 à 16 h, une 2<sup>e</sup> table ronde aura pour thème « Gouvernance et terrorisme » (modérateur : Patrick Braouezec, député ; avec Alain Brossat, Professeur de philosophie ; Jean-Claude Monod, chercheur au CNRS ; Gilles Sainati, magistrat et Carlo Santulli, professeur de droit). Enfin, de 16 h à 18 h aura lieu une 3<sup>e</sup> table ronde sur le thème « Que pouvons nous opposer à l'exception antiterroriste » (modérateur : Noël Mamère, député ; avec Jean-Pierre Dubois, Président de la Ligue des Droits de l'Homme ; Matthieu Bonduelle, secrétaire général du Syndicat de la Magistrature et Antoine Comte, avocat). Thierry Lévy, avocat, et Edwy Plenel, Media-Part, seront chargés des conclusions.

Pour assister au colloque : inscrivez-vous par mail à : [colloquetarnac@fragmentsdುವisible.org](mailto:colloquetarnac@fragmentsdುವisible.org) et munissez-vous d'une pièce d'identité.

**Citoyenneté (I).** Pierre Laurent dans *L'Humanité* du 5 octobre. Question : « Vous vous êtes portés garant de l'absence de guerre des ego au Front de gauche concernant la candidature à la présidentielle de 2012. Comment allez-vous faire concrètement ? » Réponse : « D'abord en approfondissant cette démarche sur le projet qui, si nous n'y prenons pas garde, sera marginalisé par la mécanique présidentielle. La désignation d'une candidature commune pourra alors

*s'appuyer sur un contrat politique partagé et des objectifs qui nous réunissent. C'est la garantie d'une ambition collective. Que ce soit Jean-Luc Mélenchon, André Chassaigne ou une autre personnalité, ce dispositif collectif permettra que nos formations et leurs adhérents effectuent un choix sur la base d'un contrat clair, sans conduite à la guerre des égo ou à l'éclatement du processus ». Il ne faudrait pas que les citoyens s'en mêlent...*

**Citoyenneté (II).** Jean-Luc Mélenchon dans *L'Humanité* du 6 octobre. « Nous devons, nous le Front de gauche, tenir les deux bouts de la chaîne : la particularité de notre point de vue politique d'une part, de notre radicalité et, de l'autre côté, le devoir d'unité. (...) Nous devons être capable de marier très étroitement le moment politique, le moment social et la vision à long terme (...) Il faut sans cesse lier tous les aspects de la lutte dans la rue et dans les urnes ». Glop ! Glop ! « (...) nous pensons que les composantes du Front de gauche doivent s'accorder pour proposer une candidature commune. Les directions doivent assumer leurs responsabilités. On ne s'en remet pas à je ne sais quelle démocratie directe ou à une assemblée générale des comités. La candidature doit ensuite être soumise au vote des adhérents de chaque composante de l'alliance ». Pas glop ! Pas glop !

Cerises est édité  
par les Communistes unitaires  
[contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)

Noyaux de cerises : Gilles Alfonsi,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Arnaud Viviant.

# Le Tartuffe : succès !! Prolongations !!!

**J**e me souviens de ce commentaire de Philippe Sollers lors de la nouvelle édition des Œuvres complètes de Molière dans la *Pléiade* : « Liberté incroyable et intacte : c'est ainsi qu'apparaît Molière près de 350 ans après sa mort. » Durant tout l'été et jusqu'au 11 septembre 2010, le Théâtre rouge du Lucernaire à Paris a proposé une représentation réjouissante du *Tartuffe*. Dans une mise en scène de Philippe Ferran assisté de Héloïse Martin. Ah Tartuffe ! Ce fieffé hypocrite, faux dévot et vrai séducteur qui s'introduit chez le naïf Orgon, le charme de ses doucereuses et pieuses paroles, au point de recevoir de lui donation de tous ses biens, cherchant les faveurs de son épouse...

Tartuffe donc. Représentée pour la première fois au château de Versailles en mai 1664, la pièce avait plu au Roi, mais fut aussitôt interdite sous la pression de La Compagnie du Saint-Sacrement qui accusait Molière d'impiété, y voyait une attaque de la religion et de ses valeurs sacrées. Jouée ensuite sous le titre de *Panulphe ou l'Impos- teur* en août 1667, elle avait été interdite, après une seule représentation, par la police. Excommuniée par l'archevêque de Paris, Péréfixe de Beaumont, menaçant toute personne qui tenterait de représenter ou d'écouter la pièce, elle a fini par être autorisée... en 1669.

- Vas revoir cette pièce au Lucernaire, m'a dit un ami, tu ne seras pas déçu.

Et de me délecter du compte-rendu de sa soirée, rapportant les propos convenus de certains spectateurs : « Quelle belle pièce ! » « On rit, on pleure, on s'amuse » « C'est intemporel » « Moi je préfère *L'Avare* » « Et moi *Le Malade Imaginaire* avec Jean Le Poulain. » Etc.

Et de me rappeler ces vers :

« Couvrez ce sein que je ne saurais voir.

Par de pareils objets les âmes sont blessées,

Et cela fait venir de coupables pensées. »

(*Tartuffe*, acte III, scène II)

Ce Tartuffe-là n'est pas mort. Au contraire, il connaît un vrai succès d'époque. Car certains ont décidé d'en jouer ces mois-ci les prolongations dans des musées. Ainsi, pour se prémunir d'une interdiction éventuelle et par crainte de plaintes d'associations réactionnaires et ultrareligieuses, la mairie de Paris prive actuellement les mineurs de moins de 18 ans de l'exposition *Kiss The Past Hello* du photogra-

phe et cinéaste américain Larry Clark (1). Une exposition sur l'adolescence meurtrie où il est aussi (et pas seulement) question de sexe, de violence et de drogue. Considère-t-on que la société dans son ensemble doit être hypocritement amputée de ces réalités ? Des photos dont certaines sont chocs, mais qui ne relèvent en rien de la représentation publique de la pornographie ou de la promotion de pédophilie. Des photos jamais interdites ailleurs. Et une exposition artistique payante où personne n'est obligé de se rendre et qui, par exemple, aurait pu faire l'objet d'un simple et clair avertissement à l'entrée.

Mais non « Cachez ces sexes et ces plans que des ados ne sauraient voir », a jugé la mairie de Paris avec pudibonderie et frilosité.

« Le Ciel défend, de vrai, certains contentements

Mais on trouve avec lui des accommodements. » (*Tartuffe* acte IV, scène V).

Des risques comme ceux auxquels a été confrontée l'exposition *Présumés Innocents* en 2000 à Bordeaux à cause de l'association catholique *La Mouette* ? Les commissaires de l'exposition ont bénéficié d'un non-lieu, avant un pourvoi en cassation. Mais à Paris, pas de polémique, pas d'esclandre, pas question de bousculer l'ordre du monde. En revanche, refus d'affronter la question et de mener ce combat pour la liberté

face aux censeurs, moralisateurs, et culs-bénis versaillais ou bordelais. En revanche, complaisance vis-à-vis du « climat actuel ». En revanche, autocensure partielle et dommageable. À Saint-Malo, au festival de BD *Quai des Bulles*, une exposition Reiser est maintenant interdite aux mineurs. Quand s'arrêtera-t-on ?

Certains responsables politiques devraient revoir Tartuffe au lieu d'en faire la promotion. Ils se souviendraient peut-être de cette réplique de Cléante, beau-frère d'Orgon : « Il est de faux dévots ainsi que de faux braves. » (*Cléante*, acte I, scène V).

### ● PHILIPPE STIERLIN

(1) Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris – 11 avenue du Président Wilson 75016 Paris – du 8 octobre 2010 au 2 janvier 2011 – [www.mam.paris.fr](http://www.mam.paris.fr)



# Exigences populaires



Paris 12 octobre, de la Tour Montparnasse



Rennes, 12 octobre



Rennes, 12 octobre



Initié par *Politis*

# Appel pour un référendum

## PREMIERS SIGNATAIRES

**Gilles Alfonsi**, Communistes unitaires  
**Dominique Attia**, conseillère municipale, FASE  
**François Asensi**, Député du 93  
**Roland Aujard-Catot**, directeur-adjoint de la Maison Jean Vilar d'Avignon  
**Clémentine Autain**, FASE  
**Francline Bavay**, conseillère régionale, Les Verts  
**Alain Belviso**, président de la communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile  
**Martine Billard**, Députée de Paris, PG  
**Annie Bordeau**, PCF, conseillère municipale  
**Paul Bouffartigue**, sociologue au CNRS  
**Jacques Boulesteix**, astrophysicien au CNRS, conseiller municipal  
**Anne Bousquet**, Les Verts - Europe Ecologie  
**Patrick Braouezec**, Député du 93, FASE  
**Magali Braconnot**, comédienne, Les Alternatifs, conseillère municipale  
**Andrée Bregliano**, professeur des écoles, retraitée  
**Bruno Cadez**, journaliste, PCF  
**Michel Cahen**, chercheur au CNRS, SNTRS-CGT  
**Bernard Calabuig**, Communistes unitaires  
**Thierry Colis**, sociologue  
**Francis Combes**, écrivain et éditeur  
**Maxime Combes**, Aitec – IPAM  
**Emmanuelle Cosse**, vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France, Europe écologie  
**Chantal Cottes**, professeur de lettres  
**Pierre Cours-Salies**, FASE  
**Thomas Coutrot**, Co-président d'Attac  
**Raphaël Crenn**, ouvrier du bâtiment  
**Virginie Crépon**, militant à SUD  
**Jean-Paul Debest**, journaliste  
**Françoise Diehlmann**, Europe écologie  
**Cécile Duflot**, Les Verts, Europe écologie  
**Frédéric Fassetta**, Europe Écologie  
**Annicka Feigelson**, infirmière  
**Sandrine Figuié**, conseillère municipale, Les Verts  
**Daniel Fontaine**, Maire d'Aubagne  
**Karine Furlon**, enseignante  
**Jacqueline Fraysse**, Députée du 92, FASE  
**Guy Frezoul**, cheminot  
**Frédéric Genevée**, historien, PCF  
**Elisa Geymonat**, étudiante  
**Magali Giovannangeli**, 1ère adjointe au maire d'Aubagne  
**Joël Giraud**, Député du 05, Vice-Président de la Région PACA et Maire de l'Argentière, PG  
**Serge Goldberg**, militant associatif, FSU, FASE  
**Dominique Grador**, première adjointe au maire de Tulle, conseillère générale de Corrèze  
**Jean-Marie Harribey**, Economiste, conseil scientifique d'Attac  
**Robert Hue**, sénateur, président du Mouvement unitaire progressiste  
**Jean-Pierre Icre**, secrétaire départemental du PCF du 09  
**Yannick Jadot**, député européen, Europe écologie

Le 12 octobre, plus de trois millions et demi d'octobre de nos concitoyens étaient dans la rue pour dire « non » à une réforme des retraites qui promet de frapper durement les salariés, et en premier lieu les femmes et les ouvriers. Cette réforme, injuste et cynique, n'a fait l'objet d'aucune négociation véritable avec les organisations syndicales. Elle est imposée par un homme seul, qui coûte que coûte, applique une commande du Medef, au mépris de la mobilisation populaire, au mépris de la représentation nationale, privée de tout débat digne de ce nom, et au mépris de son propre engagement électoral à ne pas toucher à l'âge de la retraite. A l'inverse, il veut revenir sur une réforme adoptée par le peuple à la faveur de la victoire de la gauche en 1981. C'est ainsi, sans la moindre considération pour les règles les plus élémentaires de la démocratie, que Nicolas Sarkozy veut imposer à notre pays une régression sociale sans précédent depuis la Libération.

Face à ce déni de justice et de démocratie, face à ce coup de force politique, et alors même que sept confédérations syndicales ont souligné le 9 septembre que « le vote de ce projet n'est plus d'actualité », les soussignés se prononcent en vertu de l'article 11 de la Constitution, pour l'arrêt immédiat de la procédure d'adoption de ce projet de loi et la convocation d'un référendum sur celui-ci. Ils entendent ainsi contraindre le président de la République à ouvrir un débat qu'il n'a cessé d'entraver. et favoriser son appropriation citoyenne en vue d'un choix de société éclairé et transparent. Ils en appellent, dans le même mouvement, à l'intensification de la mobilisation populaire, le 16 octobre et après. ■

Pour vous joindre à cet appel, signez-le sur  
**[www.referendumretraites.fr](http://www.referendumretraites.fr)**

ou adressez un mail à [referendum.retraites@gmail.com](mailto:referendum.retraites@gmail.com)

**Lisa Jacobs**, enseignante  
**Rémy Jean**, FASE 13  
**Pascal Lacroix**, militant Solidaires  
**Rachel Lafontaine**, Les Alternatifs  
**Richard Lagache**, éditeur  
**Pierre Laporte**, vice-président du Conseil général du 93, FASE  
**Sylvie Larue**, Communistes unitaires  
**Patricia Latour**, conseillère municipale  
**Patrice Leclerc**, conseiller général du 92  
**Philippe Leclercq**, GA 54 / FASE, tête de liste du Front de Gauche aux régionales en Lorraine  
**Patrick Le Hyaric**, Député européen, PCF  
**Gilles Lemaire**, membre du bureau d'Attac  
**Dominique Liot**, syndicaliste CGT ERDF-GRDF, Robins des Bois de l'Energie, FASE  
**Aurore Lombardo**, ATTAC  
**Thierry Marchai**, Parti de Gauche  
**Roger Martelli**, Communistes unitaires  
**Caroline Mécary**, Co-présidente de Copernic  
**Jean-Luc Mélenchon**, Député européen, PG  
**Roland Mérieux**, Les Alternatifs  
**Gilles Monsillon**, Alter Ekolo, FASE  
**Arnaud Montebourg**, Parti socialiste  
**Jacques Perreux**, vice-président du Conseil

général du 94, Europe écologie  
**Jean-Yves Petit**, vice-président du Conseil régional PACA - Les Verts / Europe Ecologie  
**Stéphane Peu**, maire-adjoint à Saint-Denis  
**Jack Ralite**, sénateur, ancien ministre  
**Christophe Ramaux**, économiste  
**Andrée Reversat**, Europe écologie - Les Verts  
**Serge Rivault**, Parti de Gauche  
**Alain Rivière**, Université Populaire de Toulouse  
**Jean-Michel Ruiz**, secrétaire départemental du PCF du 95  
**Pierre Semeriva**, vice-président Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole  
**Philippe Stierlin**, ingénieur, syndiqué CGT - Energie, Communistes unitaires  
**Armelle Tanvez**, cadre dans la Fonction publique territoriale  
**Dominique Thomas**, consultante  
**Philippe Tourrette**, instituteur spécialisé à la retraite, militant CGT, Attac  
**Nicole Veber**, institutrice retraitée  
**Claire Villiers**, Alternative citoyenne, FASE  
**Patrick Ysebaert**, militant SNEP / FSU  
**Pierre Zarka**, Communistes unitaires